



www.fao.org

*pour un monde libéré de la faim*



# L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde 2010

## Combattre l'insécurité alimentaire lors des crises prolongées

Le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, qui avoisine le milliard en 2010, se maintient à un niveau inacceptable malgré une baisse attendue – la première en 15 ans. Cette baisse s'explique dans une large mesure par un environnement économique plus favorable en 2010 – notamment dans les pays en développement – et par la diminution des prix des denrées alimentaires sur les marchés intérieurs et internationaux depuis 2008.

### MESSAGES CLÉS

- **Bien qu'ils aient diminué, le nombre et la proportion de personnes sous-alimentées se maintiennent à des niveaux inacceptables.** Le nombre de personnes sous-alimentées étant plus élevé qu'avant les crises alimentaire et économique, il sera encore plus difficile d'atteindre les objectifs internationaux fixés en matière de réduction de la faim.
- **Les pays en situation de crise prolongée doivent faire l'objet d'une attention particulière.** Ils sont marqués par des crises de longue durée ou récurrentes et leur capacité d'y faire face est limitée, ce qui aggrave les problèmes liés à l'insécurité alimentaire.
- **On ne saurait améliorer la sécurité alimentaire lors des crises prolongées par de simples mesures à court terme si on veut protéger et promouvoir durablement les conditions de subsistance des personnes.** Pour intervenir de manière appropriée, il faut prendre conscience des différents impacts des crises prolongées sur les hommes et les femmes.
- **L'appui aux institutions est essentiel pour faire face aux crises prolongées.** Les institutions locales, en particulier, peuvent contribuer à résoudre les problèmes liés à la sécurité alimentaire lors des crises prolongées, mais elles sont souvent ignorées par les intervenants extérieurs.
- **L'agriculture et l'économie rurale sont des secteurs clés à l'appui des moyens de subsistance lors des crises prolongées, mais elles ne bénéficient pas d'une aide proportionnée.** L'agriculture ne reçoit en effet que quatre pour cent de l'aide humanitaire et trois pour cent de l'aide au développement, alors qu'elle représente un tiers du revenu national dans les pays touchés par une crise prolongée.
- **Il est nécessaire de modifier la configuration actuelle de l'aide au développement afin de mieux répondre aux besoins immédiats tout en remédiant aux causes structurelles des crises prolongées.** Les domaines d'intervention importants (notamment la protection sociale et la réduction des risques) souffrent souvent d'un manque de financement.
- **L'aide alimentaire, qui contribue à poser les bases de la sécurité alimentaire à long terme, est particulièrement importante dans les pays en situation de crise prolongée.** L'utilisation d'un large éventail d'outils d'aide alimentaire, complété par des innovations en matière d'achat des denrées alimentaires, constituera une assise solide pour la sécurité alimentaire à plus long terme.
- **Des mesures générales de protection sociale sont de nature à aider les pays à faire face aux crises prolongées et à favoriser une reprise durable.** La mise en place de filets de sécurité sociale, de systèmes d'assurance – le cas échéant – et la prestation de services, notamment de santé ou d'éducation, sont autant d'interventions essentielles dans ce sens.



Octobre 2010

ISBN: 978-92-5-206610-1

64 p.

210 x 297 mm, livre de poche

Disponible également en:

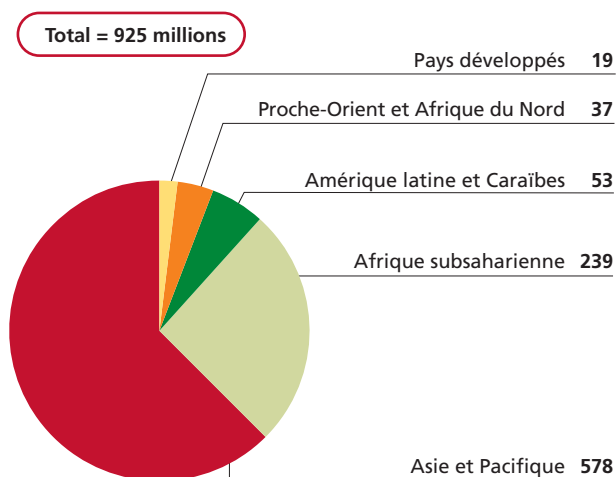
**anglais, arabe, chinois, espagnol et russe**

Matières:

**Sécurité alimentaire, agriculture, économie du développement**

*L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde* sensibilise sur les problèmes liés à la faim dans le monde, analyse les causes profondes de la faim et de la malnutrition et suit les progrès accomplis en direction des objectifs de réduction de la faim fixés lors du Sommet mondial de l'alimentation en 1996 et du Sommet du Millénaire. Il vise un large public, notamment les responsables politiques, les organisations internationales, les institutions scientifiques et universitaires et les citoyens dans leur ensemble, en examinant en particulier les liens entre sécurité alimentaire, développement humain et développement économique.

## La sous-alimentation en 2010, par région (en millions)



Source: FAO.

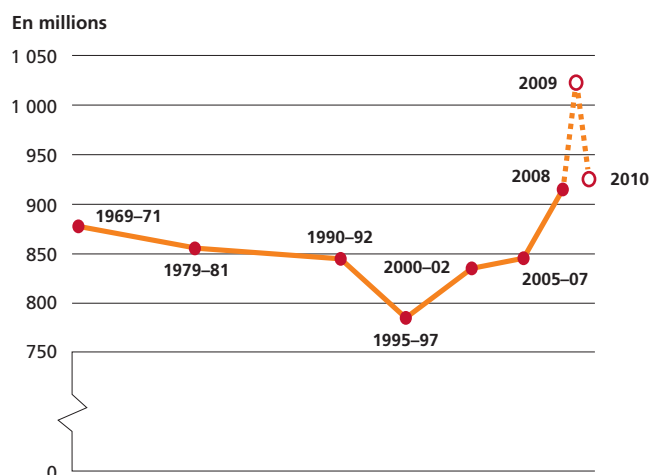
Selon les estimations de la FAO, le nombre de personnes sous-alimentées s'élève à 925 millions en 2010, contre 1,023 milliard en 2009. C'est l'Asie qui a contribué le plus fortement à cette diminution: la faim touche aujourd'hui 80 millions de personnes en moins sur ce continent. L'Afrique sub-saharienne a également progressé puisque le nombre de personnes souffrant de la faim y a baissé de 12 millions dans cet intervalle de temps. Cependant, le nombre de personnes en proie à la faim est plus élevé en 2010 qu'avant les crises alimentaire et économique de 2008-2009.

**La faim est particulièrement criante et tenace dans les pays en situation de crise prolongée.** Ces pays, en proie à des catastrophes naturelles fréquentes ou à des conflits récurrents, ne disposent pas des capacités institutionnelles suffisantes pour faire face aux crises. Dans les 22 pays dont on considère actuellement qu'ils sont touchés par une crise prolongée, plus de 166 millions de personnes sont sous-alimentées, soit 20 pour cent du total mondial.

**En cas de crise prolongée, une aide spécifique et ciblée est indispensable.** Cette aide doit être axée sur la nécessité immédiate de sauver des vies, mais elle doit aussi permettre de réduire les facteurs d'insécurité alimentaire. Ces facteurs sont, entre autres, les conflits, le délabrement des institutions, l'épuisement des ressources, la perte des moyens de subsistance et les déplacements de population. La mise en place d'une aide à long terme s'appuyant sur des institutions locales existantes ou revitalisées est une stratégie prometteuse, à laquelle les acteurs du développement n'accordent pas aujourd'hui une attention suffisante.

**L'évolution de l'aide au développement est un sujet d'inquiétude.** Dans près de deux tiers des pays en situation de crise prolongée, le montant de l'aide au développement par habitant est inférieur à celui que reçoivent en moyenne les pays les moins avancés. Plus grave encore, le secteur agricole souffre

## Nombre de personnes sous-alimentées dans le monde, entre 1969-71 et 2010



Note: Les chiffres pour 2009 et 2010 sont estimés par la FAO, avec un apport du Département de l'agriculture des États-Unis (Service de recherche économique). La méthodologie utilisée est décrite dans les notes techniques documentaires (disponibles à l'adresse [www.fao.org/publication/sofi/en/](http://www.fao.org/publication/sofi/en/)).

Source: FAO.

souvent d'un manque de financement dans ces pays, bien qu'il représente un tiers de leur revenu national et contribue aux moyens de subsistance de près des deux tiers de leur population. Les investissements dans l'agriculture doivent être accrus et viser à améliorer durablement la capacité de production des pays vulnérables, tout en renforçant la résistance aux crises brutales.

**Une nouvelle structure de l'aide est nécessaire** pour combler le vide entre les mesures de secours (à court terme) et les initiatives d'aide au développement (à long terme). Les mécanismes de protection sociale, comme les repas scolaires, les transferts monétaires, les programmes « vivres contre travail » et les bons d'alimentation, peuvent être décisifs et vitaux à cet égard. L'aide alimentaire peut y contribuer, par exemple moyennant la fourniture de denrées alimentaires dans le cadre de programmes de protection sociale et en stimulant les marchés grâce à l'achat sur les marchés locaux de produits destinés à l'aide alimentaire, ou encore par des programmes d'aide en espèces.

**Trois grandes séries de recommandations se dégagent** en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire en cas de crise prolongée. Tout d'abord, l'amélioration de l'analyse et de la compréhension des besoins des pays est déterminante s'agissant d'apporter une aide plus efficace et durable. En second lieu, les gouvernements, donateurs et organisations spécialisées doivent apporter leur appui à la protection, à la promotion et à la reconstruction des moyens de subsistance, ainsi qu'aux institutions qui œuvrent dans ce domaine. Enfin, l'aide extérieure lors des crises prolongées doit être reconsidérée de manière à régler les problèmes qui se posent sur place. L'organisation d'un forum de haut niveau ayant pour objet la définition de principes régissant l'aide en cas de crise prolongée et engageant toutes les parties intéressées pourrait constituer un premier pas important vers un nouveau « programme d'action » pour les pays en situation de crise prolongée.